

CHAPITRE 5

Compétences pour l'emploi et autres services pour jeunes



Ces programmes pour l'emploi sont les instruments d'une politique qui a pour objectif d'apaiser les demandeurs d'emploi qui se rebellent. Il n'y a pas de solution durable.

Jeune chômeur, Jendouba, Nord-Ouest de la Tunisie

Ce chapitre donne un aperçu de l'accès aux opportunités économiques par le biais de Programmes actifs pour le Marché du Travail offerts par le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ainsi que par d'autres services disponibles aux jeunes. Il introduit également les jeunes aux avantages et à la qualité de la programmation. L'efficacité des programmes est évalué à la fois en termes d'impact sur l'employabilité et l'inclusion sociale et un ensemble de recommandations sont présentées pour rendre la programmation et les services de jeunes plus efficaces et inclusifs.

La Tunisie a investi une part importante de son PIB dans les programmes actifs pour le marché du travail (PAMT), mais les bénéficiaires considèrent les avantages de ces programmes limités. Les PAMT représentaient près de 1 pourcent du PIB en 2011, le taux plus élevé dans la région MENA au moment de la révolution, qui s'est par la suite stabilisé autour de 0,5 pourcent.¹ La plupart des jeunes tunisiens ne connaissent pas bien ces programmes, leur participation à ces programmes est assez faible, et surtout, les programmes ont tendance à se concentrer principalement dans les zones urbaines le long de la côte. Peu de programmes sont disponibles pour les jeunes à l'intérieur et dans les régions du Sud, renforçant ainsi les disparités spatiales.

La majorité des PAMT ont été conçus pour les jeunes diplômés. Le favoritisme actuel envers les diplômés devrait être révisé pour que les jeunes tunisiens sans diplômes universitaires, en particulier les NEET, puissent avoir un accès équitable à des programmes adaptés à leurs besoins et aux opportunités du marché du travail. En 2011, les diplômés universitaires représentaient 66 pourcent du nombre total de bénéficiaires, alors que les jeunes ayant une éducation limitée et qui constituent le plus grand groupe de jeunes sans emploi, représentaient environ 34 pourcent. Dans l'absolu, le nombre de jeunes tunisiens sans emploi et sans un diplôme secondaire ou universitaire est environ 3,5 fois plus grand que le nombre de diplômés universitaires.

5.1 Programmes du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

En réponse au chômage des jeunes et à l'inactivité, le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (METP) a mis en place un certain nombre de mesures actives visant à faciliter la transition des jeunes vers le marché du travail. L'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) est responsable de la mise en œuvre des grands programmes et services d'emploi dans le pays. L'ANETI est en particulier responsable de :

- Offrir des conseils et orienter les demandeurs d'emploi
- Donner des informations sur les opportunités d'emplois aux demandeurs d'emploi,
- Mettre en contact les demandeurs d'emploi avec les opportunités d'emplois disponibles
- Mettre en œuvre des programmes de travail actifs
- Promouvoir les petites entreprises et soutenir l'auto-emploi/ travail indépendant.

L'ANETI tombe sous le METP et comprend 91 bureaux répartis sur 24 gouvernorats de Tunisie. Son budget était de 420 millions de DTN (579 millions \$ EU (PPP) en 2012. Au total, ces programmes soutiennent actuellement près de 270 000 demandeurs d'emploi chaque année.² Le nombre de bénéficiaires a plus que doublé en cinq ans, et l'ANETI est en train de planifier l'expansion de ses activités.³ L'ANETI emploie près de 900 conseillers en matière d'emploi, dont plus de 70 pourcent d'entre eux aident les diplômés universitaires.⁴ En moyenne, les conseillers de l'emploi en Tunisie sont responsables de 1 200 jeunes chômeurs, ce qui est bien au-dessus du ratio recommandé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui est d'environ 100 demandeurs d'emploi par conseiller.⁵

Les programmes de l'ANETI visent à préparer les demandeurs d'emploi pour le marché du travail et à les placer grâce à une combinaison de formation en cours d'emploi, d'incitations de l'employeur, d'une subvention de la sécurité

sociale, et des petites allocations mensuelles. La plupart de ces programmes se focalisent sur les diplômés au chômage.⁶ Bon nombre des programmes de l'ANETI se chevauchent ou ont des approches similaires. En outre, ces programmes manquent généralement de cohérence, de suivi et d'évaluation.⁷ Le système de suivi de l'ANETI n'est pas basé sur les résultats et ne fournit des données que sur les taux de participation comme par exemple, la production. Il y a eu quelques tentatives d'évaluation des programmes d'emploi de l'ANETI, mais les résultats ne sont pas mis à jour, sporadiques, influencés par les donateurs, et manque de crédibilité scientifique.⁸

90 pourcent des bénéficiaires de l'ANETI se sont enrôlés dans l'un des trois principaux programmes:⁹

- **AMAL** (qui signifie «espoir» en arabe) avait été conçu à l'origine, pour fournir des services d'emploi pour un maximum de 12 mois aux diplômés universitaires au chômage. Lancé par le Gouvernement intérimaire en réponse à la révolution de 2011, AMAL est rapidement devenu le plus grand projet de l'ANETI, qui a depuis, été abandonné en raison de son manque de durabilité.¹⁰ Le programme était censé offrir aux bénéficiaires du coaching de carrière, des formations en compétences de pointe, des formations en entreprise, de l'aide à la recherche d'emploi, et une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 275,70). Bien que conçu à l'origine comme un programme d'activation, dans la pratique AMAL fourni principalement un soutien financier aux chômeurs diplômés. Les défauts de conception et les conditions difficiles à faire respecter signifient que les incitations à la recherche d'emploi et les acceptations des offres d'emploi ont été effectivement réduites. Le programme a été conçu pour offrir aux participants une allocation de 200 DTN (\$ EU (PPP) 275,70) équivalent à 80 pourcent du salaire minimum et une série de services, allant de la formation en compétences de vie et en compétences techniques, des conseils, de l'aide à la recherche d'emploi, et des subventions salariales. En pratique, seuls 20 000 participants ont reçu l'allocation et bénéficié des divers services, tandis que 120 000 autres n'ont reçu que l'allocation. Le concept du programme, n'a pas tenu compte des contraintes de capacité de l'ANETI qui l'ont empêché de prévoir un encadrement et des stages dans le secteur privé pendant la mise en œuvre. Manque de leadership technique aux niveaux central et local et l'absence de réelle coordination entre l'agence d'exécution ANETI et le METP n'a fait qu'empirer¹¹

les choses. Supprimé en 2013, l'AMAL a donné des leçons utiles pour réorganiser les PAMT en Tunisie, en particulier pour éviter de coûteuses subventions ayant un impact limité sur l'employabilité. Il est néanmoins intéressant de noter qu'AMAL était un programme de transition, qui a été adapté ultérieurement pour servir les jeunes défavorisés. Aucune preuve n'est disponible pour mesurer les résultats de ce programme.¹²

- **Programme de stages professionnel (Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle).**¹³ Le SIVP subventionne les coûts de l'embauche de diplômés universitaires dans les entreprises et vise les diplômés universitaires qui restent demandeurs d'emploi six mois après l'obtention de leurs diplômes. Le programme cherche à introduire les demandeurs d'emploi diplômés nouvellement sur le marché du travail en les plaçant dans des stages et en leur donnant une allocation, qui est généralement percevable pendant une année. Le SIVP est l'un des plus grand PAMT de Tunisie, avec près de 47 000 bénéficiaires en 2011, dont environ 60 pourcent étaient des jeunes femmes. Le programme donne aux bénéficiaires une allocation de 300 DTN / mois (\$ EU (PPP) 414 / mois) et couvre les cotisations de sécurité sociale, et jusqu'à 200 heures de coûts de formation.¹⁴ Les bénéficiaires SIVP sont fortement concentrés dans les régions côtières / industrielles. La plupart des contrats de SIVP (25 pourcent) sont signés à Tunis, suivis par (10 pourcent) à Ariana et à Sfax respectivement. Une évaluation de la performance du SIVP a révélé que les bénéficiaires du programme ont de très faibles taux d'insertion professionnelle après la fin du programme (23,7 pourcent en 2010).¹⁵
- **Programme d'accès au marché du travail et à l'insertion professionnelle (CAIP).**¹⁶ Le Contrat d'Adaptation et d'Insertion à la Vie Professionnelle (CAIP) a commencé en Janvier 2009 pour les diplômés et non-diplômés. Le CAIP est le troisième plus grand programme de PAMT de Tunisie avec environ 40 000 bénéficiaires par an, dont environ 90 pourcent sont des non-diplômés. Le CAIP paie de petites allocations mensuelles de 100 DTN (\$ EU (PPP) 138) ainsi que la couverture de sécurité sociale. Essentiellement, le CAIP donne des subventions pour embaucher des travailleurs non qualifiés et des cols bleus. Le programme a été conçu pour offrir de la formation en capacités pour aider les jeunes tunisiens à acquérir des qualifications professionnelles dans le but de favoriser leurs perspectives d'emploi en adaptant la formation à des emplois spécifiques. En

réalité, ce genre de formations a rarement eu lieu.¹⁷ Bien que le taux d'insertion du CAIP soit de loin le plus élevé parmi les PAMT, le taux de résiliation des contrats reste également très élevé. La principale raison invoquée par les entreprises et les dirigeants syndicaux est le manque de compétences appropriées et le peu de correspondance entre les candidats et les entreprises, qui passent par l'ANETI. Une formation supplémentaire pour les jeunes travailleurs pourrait être utile pour combler le manque de compétences des jeunes chômeurs et les postes vacants.¹⁸

L'ANETI gère également un certain nombre de petits programmes dont les objectifs et les catégories de bénéficiaires de jeunes se chevauchent.

- **Le Service Civil Volontaire (SCV)**¹⁹ subventionne les coûts de l'embauche de diplômés universitaires dans les organisations de la société civile. Le programme organise jusqu'à 12 mois de stages, et offre une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 276). En 2011, le programme comptait environ 8000 participants.²⁰ Les associations n'ont pas à satisfaire aux critères de qualité pour participer au programme.²¹ En effet, la plupart des associations qui participent sont très petites, et ont souvent de faibles capacités, ce qui réduit l'attrait du programme.
- **Programme d'emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur.** Le Contrat d'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (CIDES)²² cible les diplômés universitaires qui sont au chômage depuis plus de deux ans. Le programme subventionne les salaires et verse des allocations mensuelles de 150 DTN (\$ EU (PPP) 207) pour des stages et des emplois.²³ En plus des allocations, le programme paie une partie de la contribution de l'employeur à la sécurité sociale pour au moins sept ans, qui va décroître au fil du temps. Le programme a atteint environ 3.000 bénéficiaires en 2011. En théorie, les employeurs sont obligés d'embaucher des bénéficiaires à la fin du programme, même si dans la pratique, les taux de placement sont très faibles : 21 pourcent en 2010.
- **Le Contrat de Réinsertion dans la Vie Active (CRVA)**²⁴ donne aux bénéficiaires une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 276) et la couverture de sécurité sociale supplémentaire. En outre, le programme couvre jusqu'à 200 heures de frais de formation ainsi que les frais de déplacement. Le programme est relativement limité, comptant environ 1.000 stagiaires en 2011, et

opère principalement dans les villes de Monastir et de Tunis. La plupart des participants, environ 90 pourcent, sont des non-diplômés.

- **Le programme de Prise en Charge de cinquante pour cent par l'Etat des subventions salariales (de PC50)**²⁵ vise à encourager les entreprises privées à embaucher des demandeurs d'un premier emploi ayant un diplôme universitaire en payant la moitié de leur salaire avec un maximum de 250 DTN (\$ EU (PPP) 344,63) par mois pour un maximum de 12 mois. Le programme est limité aux zones de développement régional (tel que défini dans le Code des investissements) et ne s'applique qu'aux nouvelles entreprises actives dans certaines activités à forte valeur ajoutée avec une forte composante de connaissance. Le PC50 est un programme relativement limité avec seulement quelques 500 diplômés en 2011.

En 2012, un décret a été adopté en vue de fondamentalement modifier les PAMT sous l'ANETI et introduire une «indemnité de salaire» et un «chèque-formation», fusionnant ainsi de manière efficace tous les programmes existants en deux interventions.²⁶ En principe, le décret permet à l'ANETI de sous-traiter avec les ONG et les prestataires du secteur privé pour offrir des services d'emploi, y compris des formations d'intermédiation et compétences et elle introduit un mandat pour la promotion d'un meilleur suivi et une meilleure évaluation des PAMT. Ce nouveau cadre réglementaire de l'ANETI signale une évolution positive et la simplification des PAMT en Tunisie. Toutefois, la lenteur de la réforme soulève des questions quant au niveau d'engagement des décideurs et autres parties prenantes directes concernant la poursuite cette réforme.

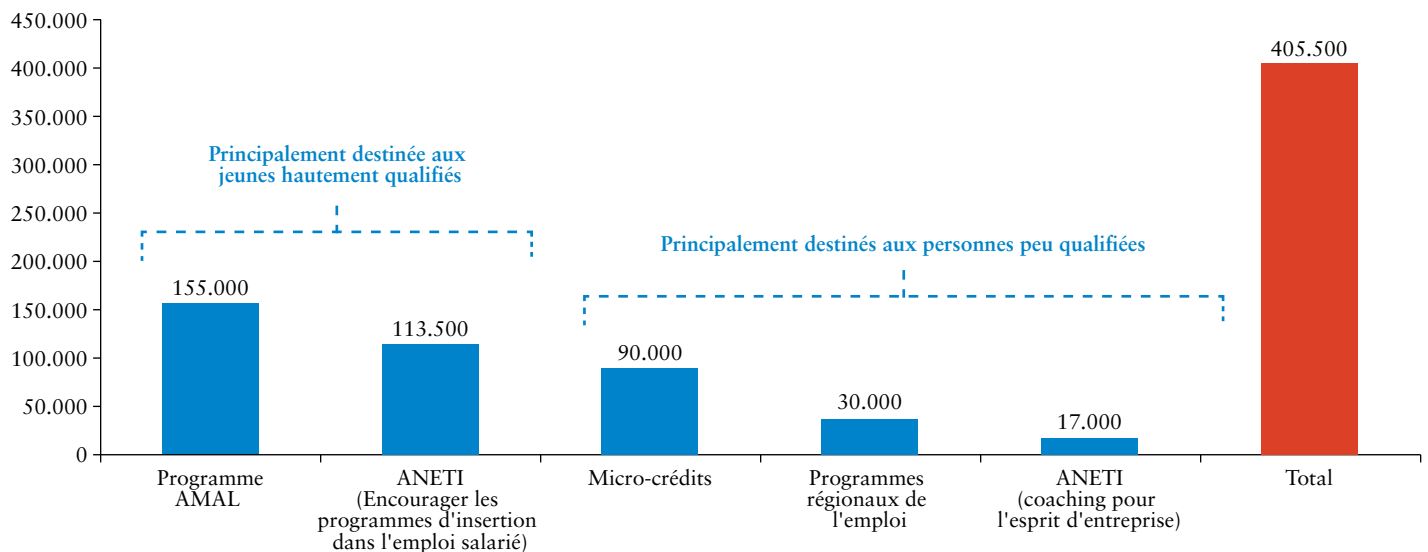
En dehors de l'ANETI, plusieurs programmes parallèles existent, comme le Programme de solidarité emploi. Le Contrat Emploi-Solidarité (CES),¹⁶⁹ **qui comprend des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre.** Avec un certain nombre de programmes régionaux, le CES est financé par le Fonds 21-21 du Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi (MFPE). Le CES fournit des emplois à court terme pour les jeunes tunisiens qui ont quitté l'école. Il ne vise pas un groupe spécifique de personnes sans emploi. Au lieu de cela, le CES vise à intégrer les chômeurs dans le cadre des initiatives régionales et locales de promotion de l'emploi. La principale activité du CES fournit des emplois à haute intensité de main-d'œuvre à court terme dans des projets de travaux publics, qui ont soutenu environ 14.000 jeunes en 2010.²⁸ Le programme comprend également un

certain nombre de petites initiatives qui ciblent les jeunes non qualifiés. Cependant, de nombreux CES manquent de cohésion avec les autres programmes. Certains instruments du CES se chevauchent en grande partie avec les programmes existants de l'ANETI comme par exemple, les programmes de stages pour les jeunes diplômés, tandis que d'autres reproduisent des programmes similaires mis en œuvre par le Ministère du développement régional et d'autres bailleurs de fonds, tels les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre. Il y a eu des cas de projets de travaux publics qui n'ont jamais été achevés ou qui ont rémunéré des salaires à des travailleurs qui ne se sont pas présentés au travail. En outre, il a été prouvé que les programmes du CES n'ont pas de cadres clairs de gouvernance ou des procédures, ni une allocation transparente des fonds.²⁹ Les programmes du CES manquent largement de suivi et les bénéficiaires ne sont généralement pas soumis à une vérification avec les références des dossiers de l'ANETI, permettant à certains individus de bénéficier de divers programmes simultanément. L'impact des programmes de travaux publics sur le marché du travail à long terme peut être insignifiant et la recherche a démontré qu'un certain stigma est associé aux emplois des travaux publics, ce qui peut diminuer l'employabilité des participants sur le long terme.³⁰ D'autres approches dont l'expansion d'un projet employant des jeunes chômeurs sans diplôme de l'enseignement secondaire (en majorité des NEET), sont présentés dans le chapitre suivant.

En dehors de l'ANETI, le gouvernement tunisien met également en œuvre un certain nombre de programmes de formation par le biais de l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP).³¹ L'ATFP a été créé en 1993 sous le MFPT en charge de la formation professionnelle. Son budget est de 200 millions de DTN (276 millions de \$ EU (PPA)), provenant entièrement des fonds publics. L'ATFP gère 137 centres de formation à travers tous les gouvernorats de la Tunisie, y compris les centres spécialisés de formation dans des secteurs particuliers, par exemple, la construction, l'électronique, la mécanique, le tourisme, le textile (48 centres), ainsi que des centres d'apprentissage (61), pour les jeunes femmes en milieu rural (15), et des centres pour l'artisanat (13). Ces centres forment près de 60 000 étudiants par an et emploient environ 7300 personnels. L'ATFP propose une gamme de formation, y compris (i) des cours résidentiels dans les centres de formation ; (ii) des contrats d'apprentissage impliquant des entreprises, où l'apprenti passe jusqu'à la moitié de son temps en formation ; et (iii) des cours adaptés à l'industrie d'une région particulière.

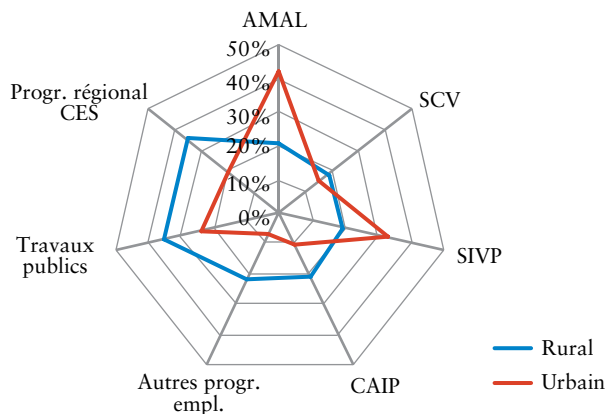
Le graphique 5.1 illustre la répartition 2011 des jeunes bénéficiaires des PAMT, dont la majorité était des diplômés universitaires, à savoir, 66 pourcent contre 33 pourcent de jeunes moins instruits. Le nombre de bénéficiaires était supérieur à la moyenne en 2011 à cause de ceux qui étaient couverts sous le programme AMAL aujourd'hui abandonné.

Graphique 5.1 : Bénéficiaires du programme financé par le FNE 2011



Source : Fonds National de l'Emploi, Données Administratives, 2011.

Graphique 5.2 : Connaissance des programmes actifs du marché du travail – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

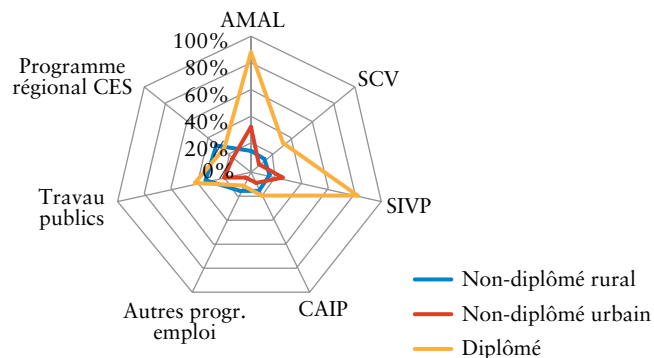
Néanmoins, ce chiffre constitue une bonne base de comparaison des jeunes bénéficiaires par catégorie.

Perceptions des programmes actifs du marché du Travail

Dans l'ensemble, il semble que l'information limitée sur les programmes de l'ANETI a conduit à de très faibles taux de participation des jeunes éligibles. Un tiers des jeunes pensent ne pas être éligibles à ces programmes et selon les résultats de l'enquête récente présentée ci-dessous, plus d'un quart ne savent pas comment s'y inscrire.³² Le manque d'informations sur la façon de s'inscrire semble encore plus problématique dans le cas des programmes qui ne sont pas gérés à l'échelle nationale.

L'information sur les programmes existants est très faible, en particulier dans les zones rurales. Quelques-uns des programmes conçus pour aider les jeunes chômeurs dans leur recherche d'emploi sont connus par plus d'un quart des jeunes participants (voir graphique 5.2). Même le plus grand programme, AMAL, qui a fourni des subventions salariales pour les diplômés universitaires sans emploi, n'était connu que de 42,5 pourcent des participants en milieu urbain, et seulement 20,5 pourcent des jeunes en milieu rural. De même, le SIVP, un autre programme qui subventionne les salaires des diplômés chômeurs est seulement connu de 33,2 pourcent des jeunes participants en zone urbaine, et de 19,5 pourcent des jeunes tunisiens en zone rurales. Le CAIP, qui cible les non-diplômés, reste largement inconnu : seulement 10,7 pourcent des jeunes

Graphique 5.3 : Sensibilisation par éducation des programmes actifs du marché du travail



Source : THSYUA, THSYRA.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

en milieu urbain et 21,1 pourcent des jeunes ruraux ont entendu parler du programme. Les deux programmes les plus connus dans les zones rurales sont le Programme de Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (35,2 pourcent) et d'autres activités PAMT prévues sous le programme de développement régional CES (35,2 pourcent).³³ La notoriété des programmes chez les jeunes tunisiens ne varie pas beaucoup par région ou par genre, bien que les jeunes dans le Sud rural connaissent mieux le Programme des Travaux publics (voir graphique 5.1).

Les jeunes non-diplômés urbains sont peu informés des programmes d'emploi existants, même concernant les quelques programmes qui sont ouverts aux non-diplômés. Seul un sur cinq jeunes tunisiens non-diplômés en zone urbaine est informé sur le Programme de travaux publics (20,4 pourcent), et seulement un sur 10 est informé sur l'ACFI (10,1 pourcent), tel que démontré dans le graphique 5.3. D'autres programmes, y compris AMAL, SIVP, et SCV sont beaucoup mieux connus des jeunes diplômés. Mais surtout, les programmes qui sont ouverts aux jeunes tunisiens sans diplôme universitaire, comme les travaux publics ou l'ACFI, sont en grande partie inconnus de leur groupe cible dans la Tunisie rurale et urbaine.

Dans l'ensemble, les jeunes qui connaissent PAMT ont une vague notion de ces programmes, comme en témoigne l'analyse qualitative. Les programmes, y compris AMAL, sont considérés comme une sorte de sinécure, mis en œuvre pour des raisons politiques. Les jeunes accordent peu de crédibilité à ces programmes. Ils sont considérés comme inefficaces et

même perçus comme «une imposture» et une panacée visant à réduire artificiellement le nombre de chômeurs.³⁴

Je ne les ai pas essayé [les programmes]. Je n'ai plus aucune confiance dans l'Etat. Même lorsqu'il y a une bonne opportunité d'emploi, ceux qui travaillent au bureau de l'emploi le revendent chèrement. Jeune chômeur diplômé, Mahdi, Côte tunisienne

Je connais beaucoup de gens qui parviennent à décrocher un boulot grâce à leurs contacts ou à leurs parents qui travaillent au bureau de l'emploi. Jeune Femme Chef d'un Département bancaire 28 ans, Tunis

Les cours de travaux publics et de SIVP ne sont pas des solutions ayant des répercussions à long terme. Il y a une grande différence entre les travaux publics, la formation ou le programme AMAL, comme par exemple, la création d'une entreprise qui pourrait employer 700 personnes. Jeune étudiant, Gafsa, sud de la Tunisie

Les jeunes considèrent les employeurs, et en particulier le secteur privé, comme étant les principaux bénéficiaires des programmes actifs d'emploi. Les subventions salariales sont largement considérées comme des démotivations pour les entreprises à embaucher des jeunes chômeurs de façon permanente. En particulier, les subventions peuvent pousser davantage les pratiques d'exploitation, comme indiqué par un jeune participant.

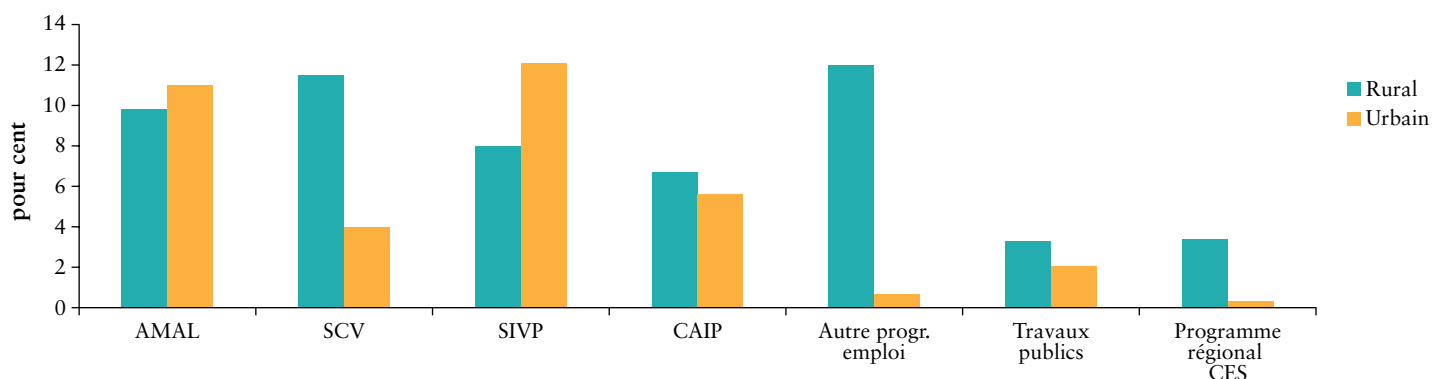
Que fait l'entreprise ? Elle profite du système de recrutement de personnel sous le SIVP, les rémunère mal, les congédie à la fin du contrat et transfère l'argent gagné hors du pays. Jeune chômeur diplômé, Zaghouan, Nord-Est de la Tunisie

Participation dans les programmes actifs du marché du travail

La participation aux programmes est très faible. À peine un jeune sur 10 interrogés n'a jamais participé à un programme important comme l'AMAL ou le SIVP. Dans l'ensemble, la participation au programme est faible dans les zones urbaines, et encore plus faible dans les zones rurales (voir graphique 5.4). Les programmes ayant la plus grande participation étaient AMAL (11,0 pourcent en milieu urbain, de 9,8 pourcent en milieu rural), SIVP (12,1 pourcent en milieu urbain, de 8,0 pourcent en milieu rural), et SCV (3,9 pourcent en milieu urbain, 11,5 pourcent en milieu rural). Tous ces programmes ciblaient les diplômés universitaires, ce qui explique pourquoi la participation générale des jeunes moins instruits, est si faible. Une répartition par régions montre que parmi les autres programmes, notamment le programme régional, le CES a la plus forte participation dans la région côtière rurale et par contraste aux régions de l'intérieur rural et le sud rural où la participation est faible, ce renforce davantage les disparités régionales (voir graphique 5.2).

Les jeunes qui ont participé à des programmes de formation pour jeunes se sont plaints dans les interviews de classes surchargées, de matériel ancien et obsolète, de la mauvaise gestion et du manque d'opportunités à la fin de la formation.

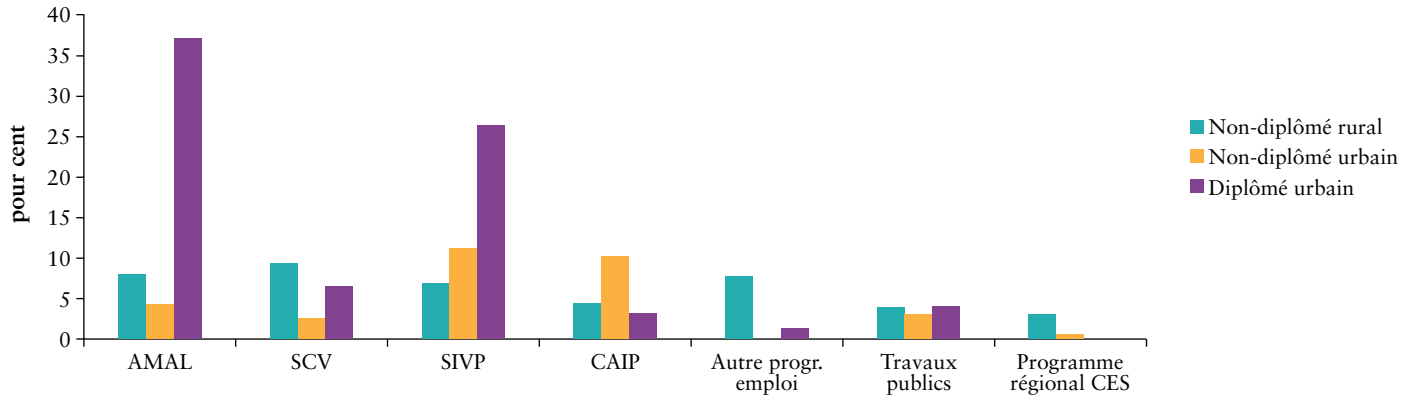
Graphique 5.4 : Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

Graphique 5.5 Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

Un jeune qui a abandonné ses études et qui travaille actuellement dans la ferme familiale, décrit ses tentatives pour obtenir une formation complémentaire.

Dans l'atelier de soudure, il y avait huit postes de soudure pour 35 personnes. L'instructeur n'a donné aucune directive. Il n'y avait aucun matériel disponible, ce qui n'est pas inhabituel – beaucoup de situations similaires affectent les stagiaires. La moitié d'entre nous ont abandonné le cours avant la fin. Jeune décrocheur scolaire, 23 ans, Sidi Bouzid, Intérieur de la Tunisie

Après la révolution, les diplômés universitaires en zone urbaines se sont inscrits en grand nombre dans les plus grands programmes, AMAL et SIVP. Plus d'un tiers des jeunes diplômés urbains (37,2 pourcent) ont dit qu'ils avaient participé à AMAL et plus d'un quart (26,5 pourcent) au SIVP (voir graphique 5.5). Environ 6,2 pourcent avait en fait participé aux deux programmes. D'autres programmes pour les diplômés sont moins populaires, comme SCV (6,6 pourcent). Étonnamment, un grand nombre de jeunes non-diplômés ont déclaré avoir participé à de grands programmes conçus pour les diplômés, comme AMAL (4,5 pourcent en milieu urbain, de 8,2 pourcent en milieu rural) et SIVP (11,3 pourcent en milieu urbain, de 7,0 pourcent en milieu rural), soulevant des questions sur le mécanisme et la gestion financière de ces programmes réservés aux diplômés universitaires. La conception limitée de ces programmes a également été révélée par la recherche qualitative, qui a constaté que la plupart des

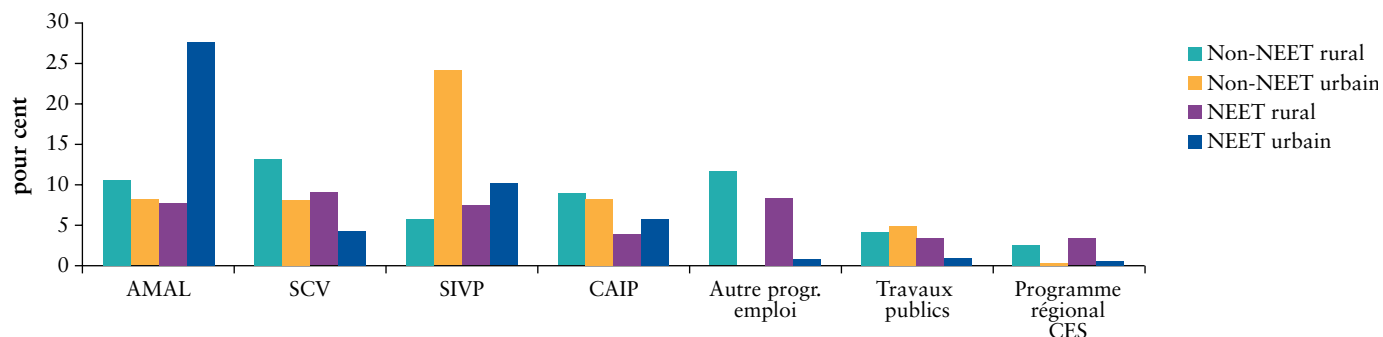
programmes sont perçus simplement comme un outil politique qui profite essentiellement au secteur privé.

La participation aux PAMT en Tunisie est relativement élevée, mais il existe peu de données sur leur impact sur l'employabilité et sur le taux de placement. Par exemple, seulement 8,2 pourcent des participants précédents au programme AMAL en zones urbaines étaient employés au moment de l'enquête en 2012, ce qui est beaucoup plus bas que le taux moyen d'emploi (voir graphique 5.6). En comparaison, 24,2 pourcent des précédents participants au SIVP en zones urbaines travaillaient au moment de l'enquête. Bien que les données ne permettent pas une analyse causale, les corrélations suggèrent que le programme d'apprentissage SIVP est nettement plus efficace dans l'amélioration de l'employabilité comparé aux larges transferts d'argent non ciblés du programme AMAL³⁵. A la limite, il semblerait qu'AMAL réduirait les chances d'embauche des jeunes inscrits.

Bénéfices des programmes actifs du marché de l'emploi

Il est difficile d'évaluer l'impact de ces programmes sur le marché du travail, à la fois en raison d'un manque de données d'un suivi systématique et également dû à la question de l'attribution. Le problème de l'attribution se pose lorsqu'un diplômé peut décrocher un emploi donné, même sans passer par un programme. Les rapports sur les taux d'insertion sur le marché du travail varient selon les sources, et ne sont pas fondées sur une analyse de causalité, mais plutôt des résultats d'enquête auto déclarées. Les taux d'insertion varient entre

Graphique 5.6 : Participation aux programmes actifs du marché du travail, par NEET



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

10-20 pourcent pour les trois principaux programmes à savoir le CAIP, le CIDES, et le SIVP.³⁶

Le coût par bénéficiaire placé avec succès est élevé pour la plupart des programmes, et dans certains cas, le coût est extrêmement élevé. Par exemple, chaque placement réussi coûte au SIVP 9,000 DTN (\$ EU (PPA) 12 407).³⁷ Les politiques des programmes actifs du marché du travail (PAMT) doivent être mises en œuvre plus efficacement pour répondre à l'inactivité et à l'inadéquation des compétences. En effet, avec de plus en plus de travailleurs potentiels découragés et restant sur le marché du travail, le risque de détérioration et d'obsolescence des compétences augmentent. Toutefois, les impacts fiscaux de ces vastes programmes ont des répercussions macroéconomiques graves pour une petite économie comme celle de la Tunisie. Même dans les pays de l'OCDE, qui ont tendance à avoir des institutions et des pratiques relativement avancées à cet égard, moins de 0,6 pourcent du PIB ont été consacré aux mesures des PAMT en 2011.³⁸

Les données disponibles montrent que la plupart des PAMT, comme AMAL et SIVP, sont en grande partie régressifs et soutiennent principalement les jeunes aisés possédant pour la plupart un diplôme de l'enseignement supérieur. La majorité des programmes exclu systématiquement les NEET et des jeunes tunisiens ayant moins d'éducation, dont beaucoup viennent de milieux pauvres, même si ils constituent plus des trois quarts de la population de jeunes chômeurs. En l'absence de toute tentative rigoureuse d'évaluation de l'impact des grands PAMT de la Tunisie, l'analyse de base suggère qu'AMAL, le plus grand programme du pays, a empiré³⁹ l'employabilité des participants de ce programme. Le taux d'employabilité des précédents bénéficiaires de l'AMAL est sensiblement plus bas que le taux moyen d'employabilité des jeunes tunisiens. Le taux de placement du SIVP semble un

peu plus élevé, bien qu'il ne soit pas clair si le programme a créé des avantages nets pour les participants.

5.2 Les Programmes d'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat des jeunes peut jouer un rôle important dans la lutte contre l'exclusion des jeunes, tout en renforçant la génération de revenus et la réduction du chômage des jeunes. Des projets pilotes ont été lancés récemment dans la région MENA, y compris en Tunisie.⁴⁰ Bien que beaucoup de ces projets aient des impacts importants, ils sont essentiellement concentrés sur les diplômés d'université et les autres jeunes qualifiés. Cependant, les jeunes défavorisés sans diplôme de l'enseignement secondaire, qui constituent la plus grande partie des NEET dans les zones rurales et urbaines, n'ont pas accès à la plupart des programmes. Beaucoup de ces jeunes hommes et femmes ont déjà une expérience entrepreneuriale dans le secteur informel, et une formation supplémentaire pourrait permettre aux jeunes défavorisés de développer des entreprises prospères.

Un certain nombre de programmes sont conçus pour soutenir les entrepreneurs ou les entrepreneurs potentiels. L'ANETI administre le Programme PAPPE des petites entreprises (Programme d'accompagnement des Promoteurs des Petites Entreprises), qui se concentre sur les travailleurs indépendants et est ouvert aux diplômés et non-diplômés. Le programme offre des prêts allant jusqu'à 100 000 DTN (\$ EU (PPP) 137 850) par projet ; bien que la taille moyenne des prêts en 2011 était de 247 DTN (\$ EU (PPP) 340,50). En outre, le programme de PAPPE offre du coaching et un soutien à la conception de projet et à l'élaboration d'un plan d'affaires, ainsi que la possibilité d'un stage pratique dans un cabinet pendant un an. Une allocation mensuelle de 100

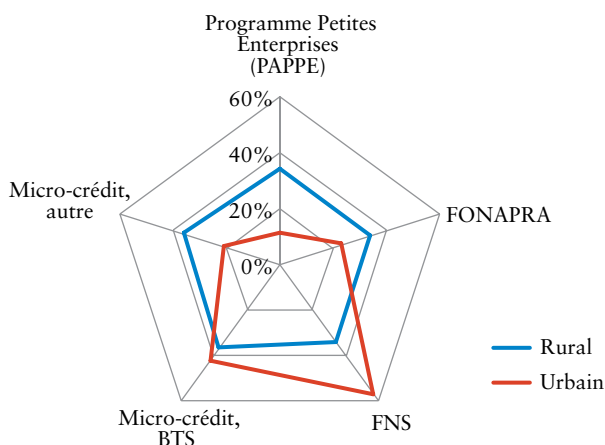
DTN (\$ EU (PPP) 137.85) est prévue pour les non-diplômés pour un maximum de 12 mois. L'allocation pour les diplômés universitaires est le double de ce montant. Le programme aurait eu 17 000 bénéficiaires en 2011.⁴¹

La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS)⁴² gère également des programmes de microcrédit et d'entrepreneuriat. Ceux-ci octroient des prêts concessionnels aux entrepreneurs potentiels, notamment les jeunes, que ce soit directement ou à travers des associations. Le programme de prêts directs octroi des crédits allant jusqu'à 100 000 DTN (\$ EU (PPP) 137 850) remboursables entre six mois et sept ans, avec une période de grâce de six mois à trois ans, et un taux de 5 pourcent⁴³ d'intérêt. Les objectifs opérationnels de la BTS comprennent (i) la facilitation de l'accès au financement pour les petits développeurs disposant de ressources limitées et d'aucune garantie bancaire, et (ii) le financement de projets générateurs de revenus et la création d'emplois dans différents secteurs, comme par exemple, les petits métiers, l'artisanat, l'agriculture, et les services à travers le pays (rural et urbain).⁴⁴

Perceptions des programmes d'entrepreneuriat

La notoriété des programmes d'entrepreneuriat existants bien qu'elle dépasse celle sur les PAMT, reste faible. Tel que démontré dans le graphique 5.7, environ un tiers de la jeunesse rurale est au courant des programmes d'entrepreneuriat, comme le Programme des petites entreprises (PAPPE) (34,0

Graphique 5.7 : La notoriété des programmes d'entrepreneuriats – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

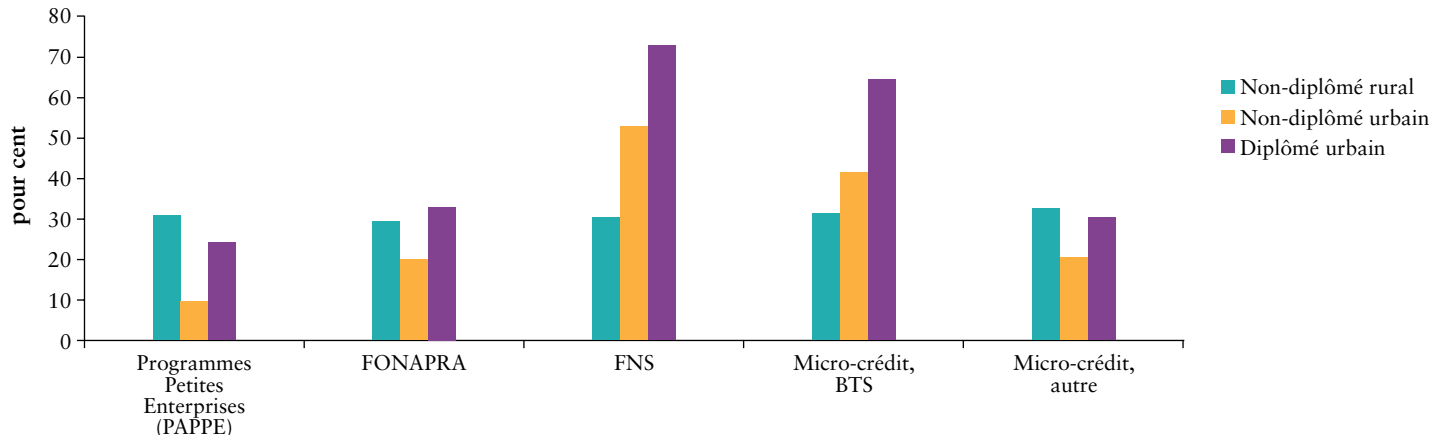
Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

pourcent), le FONAPRA (33,9 pourcent), le FNS (34,1 pourcent), les micro-crédits offerts par la Banque Tunisienne de Solidarité, BTS (36,5 pourcent), et d'autres micro-prêts (36,2 pourcent). Dans les zones urbaines, d'autre part, seuls les FNS (56,9 pourcent) et les micro-prêts de la BTS (42,4 pourcent) sont bien connus. Comme pour les autres programmes, moins d'un quart des jeunes en milieu urbain sont conscients du FONAPRA (23,5 pourcent), un cinquième seulement sont au courant de micro-prêts autres que les prêts de BTS (20,5 pourcent), et seulement un sur neuf sont familiers avec le programme de petites entreprises (Pappé) (11,3 pourcent). Les niveaux de sensibilisation des jeunes tunisiens sur les programmes ne diffèrent pas beaucoup d'une région à l'autre, à l'exception des jeunes dans le Sud rural qui semblent avoir une plus grande conscience de PAPPE par rapport à leurs pairs, bien qu'en même temps, ils ont peu de connaissance des programmes de micro-crédits autres que les prêts de la BTS (voir graphique 5.3).

La notoriété des programmes est très faible chez les jeunes tunisiens non diplômés universitaires en zone urbaine. La plupart des programmes d'entrepreneuriat sont beaucoup mieux connus par les jeunes diplômés que par des jeunes sans diplôme universitaire, comme le démontre le graphique 5.8. La différence de prise de conscience de ces programmes est plus faible pour les autres programmes de micro de prêt (10,3 points de pourcentage) et plus élevée pour micro-prêts de la BTS (23,4 points de pourcentage). L'information sur ces programmes chez les non-diplômés dans les zones rurales est toujours élevée d'environ un tiers, tandis que chez les non-diplômés en zone urbaine, le FNS est le plus connu, particulièrement par plus de la moitié des participants (53,0 pourcent).

Bien que les programmes ciblent les jeunes chômeurs, les jeunes tunisiens sans emploi sont moins conscients des programmes existants que les jeunes qui ont un emploi. Les jeunes NEET tunisiens sont moins conscients des programmes existants par rapport à leurs pairs qui ne sont pas des NEET. Ce manque d'information est important, en particulier pour les micro-crédits et les petits programmes d'auto-emploi, car cela a conduit à une plus grande exclusion économique des jeunes tunisiens issus de milieux défavorisés. En ce qui concerne le sexe, très peu de différences existent. Néanmoins, il semble que dans les zones urbaines, les jeunes femmes ont une plus grande conscience des FONAPRA et des autres micro-crédits autres que les prêts offerts par les BTS. Dans les zones rurales, il n'existe pas de différence claire différence (voir graphique 5.4).

Graphique 5.8 : Connaissance des programmes d'entrepreneuriat par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

Participation dans les programmes d'entrepreneuriat

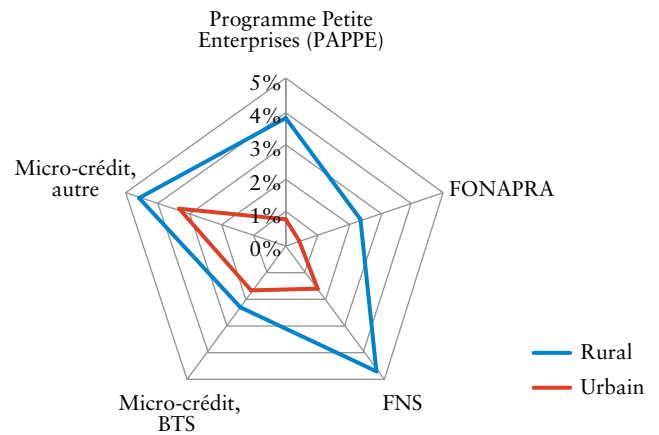
La participation au programme est très faible, en particulier dans les zones urbaines où seule un jeune sur 100 a participé à des programmes d'entrepreneuriat. Dans l'ensemble, la participation au programme est faible dans les zones rurales, et encore plus faible dans les zones urbaines (voir graphique 5.9). Les programmes ayant le plus de participation étaient le FNS (4,7 pourcent en milieu rural, 1,6 pourcent en milieu urbain), le Programme pour les petites entreprises (3,8 pourcent en milieu rural,

0,8 pourcent en milieu urbain), et d'autres micro-prêts (4,6 pourcent en milieu rural, 3,4 pourcent en milieu urbain). Une ventilation par région montre que les programmes PAPPE, FONAPRA, et FNS ont la plus haute participation sur la Côte rurale et à l'intérieur. Quant aux jeunes tunisiens dans le Sud rural, ils sont plus intéressés par les programmes de micro-prêts que leurs pairs sur la côte (voir graphique 5.5). Dans l'ensemble, l'esprit d'entreprise des jeunes devrait être plus largement utilisé dans les régions en retard de développement.

Les diplômés universitaires urbains, un groupe prioritaire pour les décideurs politiques, se sont à peine inscrits à un quelconque programme d'entrepreneuriat. Les Programmes de micro-prêts enregistrent la plus forte participation de la jeunesse urbaine sans diplôme universitaire. Seul un sur 100 diplômés universitaires s'inscrit dans l'un des programmes d'entrepreneuriat publiquement disponibles. La participation

est sensiblement plus élevée chez les jeunes sans diplôme universitaire, en particulier pour les programmes de micro-crédit PAPPE (1,9 pourcent en milieu urbain, de 3,8 pourcent en milieu rural), le FNS (1,7 pourcent en milieu urbain, de 4,7 pourcent en milieu rural) et la BTS (3,0 pourcent en milieu

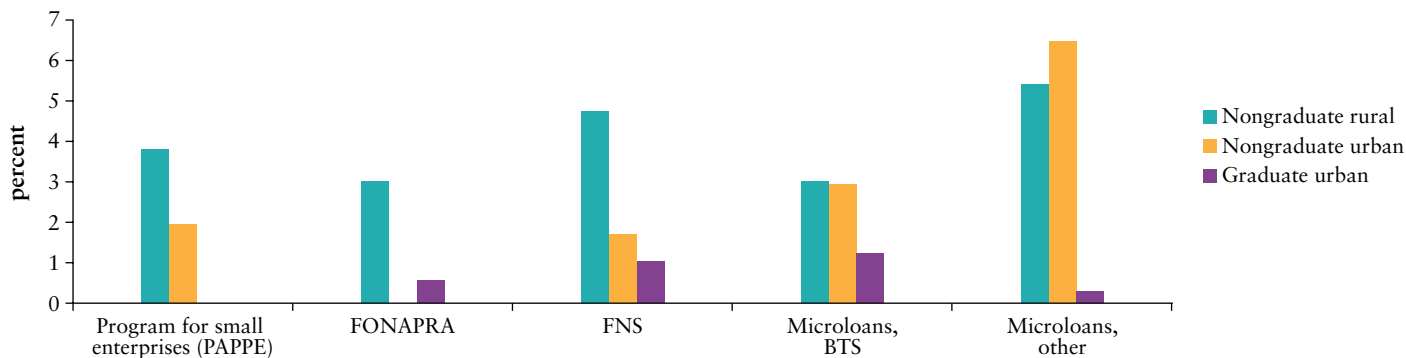
Graphique 5.9 : Participation dans les programmes d'entrepreneuriat – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

Graphique 5.10 : Participation dans les programmes d'entrepreneuriat par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

urbain, de 3,0 pourcent rural), comme le montre le graphique 5.10. Ce résultat suggère que les diplômés universitaires sont plus enclins à chercher un emploi rémunéré, et que les jeunes moins instruits sont plus susceptibles de poursuivre l'auto-emploi, malgré le fait que ces programmes d'entrepreneuriat disponibles excluent les jeunes qui sont des travailleurs indépendants dans le secteur informel.

La participation au Programme parmi les jeunes tunisiens sans emploi est sensiblement plus élevée dans les zones rurales. Bien que la participation chez les NEET et les jeunes travailleurs approche des niveaux similaires en zones rurales, les NEET urbains participent à des programmes d'entrepreneuriat avec une probabilité nettement plus faible que les jeunes travailleurs urbains. Par exemple, 6,7 pourcent des jeunes travailleurs tunisiens dans les zones urbaines ont participé à des programmes de micro-prêts autres que les micro-prêts de la BTS (3,8 pourcent de micro-prêts de BTS), comparé à seulement 2,2 pourcent des NEET urbains (0,6 pourcent de micro-prêts de la BTS) (voir graphique 5.6). En outre, nous observons différents schémas de participation liés au niveau de pauvreté et au lieu de résidence (voir graphique 5.7). Alors que dans les zones urbaines, la participation est nettement plus élevée chez les jeunes issus de familles pauvres, il existe une hétérogénéité importante dans les zones rurales. En particulier, les jeunes tunisiens des pauvres familles rurales participent majoritairement au FNS (6,1 pourcent), au Programme des petites entreprises (4,1 pourcent), et à d'autres programmes de micro-prêts (3,0 pourcent). Par contre les jeunes des familles rurales plus riches, tendent à participer à tous les programmes d'entrepreneuriat : d'autres

programmes de micro-prêts (5,4 pourcent), au FNS (3,9 pourcent), au Programme des petites entreprises (3,7 pourcent), aux micro-prêts de la BTS (3,5 pourcent), et la FONAPRA.

5.3 Autres services pour jeunes

Programmes du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dispose d'une gamme de programmes pour les jeunes ; le plus ancien et le mieux connu est celui de la Maison des jeunes. Ces centres visent à promouvoir des modes de vie sains et à faire la prévention des comportements à risque. Le premier centre a été créé en 1963. Ils offrent une gamme d'activités de loisirs et de formation professionnelle dans la technologie, les langues et les arts, et visent à promouvoir la citoyenneté et l'intégration des jeunes dans la société. Il existe 316 centres permanents avec des terrains de sport et d'autres installations dans les villes à travers le pays, 224 centres ruraux (Maisons des Jeunes Rurales), 14 des complexes plus vastes, en plus de 44 clubs mobiles (Clubs de Jeunes Mobiles) apportant des activités dans des milieux ruraux autrement mal desservis.

L'image des Centres de jeunes a été ternie par l'utilisation qui en a été faite pour les événements de propagande sous l'ancien régime. Peu de temps après la révolution, le décret 119 de 2011 a desserré le contrôle central des Centres de jeunes, permettant des systèmes de gestion plus démocratiques, et une plus grande autonomie financière qui leur permettra de répondre plus efficacement aux besoins et aux préférences locales. Du personnel supplémentaire, notamment des jeunes

diplômés, a également été recruté. Les statistiques officielles indiquent que les centres de jeunes permanents ont attiré près de 90 000 usagers en 2011 et les centres ruraux et mobiles ont attiré 390 000 jeunes. Mais compte tenu du manque d'un système de suivi rigoureux, il est peu probable que ces chiffres reflètent le nombre réel d'utilisateurs. Selon le ministère de la Jeunesse et des Sports, les activités les plus populaires sont le sport et l'accès à l'internet. Un rapport indique que la fréquentation des centres semble avoir chuté de 36 pourcent depuis 2010, ce qui reflète une tendance à la baisse de fréquentation sur un certain nombre d'années. Le financement reste l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les centres de jeunes, ainsi que le manque d'infrastructures adéquates et d'équipements, y compris les ordinateurs. Plus important encore, les Centres de jeunes nécessiteraient un ensemble plus complet de services axés sur les jeunes, avec un contenu pertinent et l'engagement direct des jeunes dans la prestation de services afin d'attirer le nombre optimal d'utilisateurs.

Services de jeunes offerts par les Organisations de Bienfaisance Religieuses

Depuis 2011, les organisations religieuses de bienfaisance ont développé une approche alternative pour la prestation de services envers les jeunes exclus des communautés marginalisées, comblant par-là certaines lacunes laissées par les services publics et les programmes. En chiffres absolus, les organisations religieuses de bienfaisance se sont multipliées et développées après la révolution.⁴⁵ Dans les quelques mois qui ont suivi la révolution, les organisations religieuses de bien-être sont intervenus pour combler le vide créé par la détérioration des services publics dans les zones marginalisées, et devenant les principaux acteurs économiques⁴⁶ dans certains endroits. Il a été signalé que certains de ces groupes ont commencé à apporter une aide à la scolarisation, à servir de médiateurs dans les conflits locaux, à assister sur des questions administratives, et à donner des conseils dans les problèmes conjugaux.⁴⁷ Dans plusieurs villages pauvres ainsi que dans les zones urbaines, des organisations religieuses de bienfaisance sont également impliquées dans l'économie informelle, et dans certains cas, ont commencé à accorder des prêts sans intérêt aux jeunes⁴⁹ travailleurs indépendants.

La plupart des nouvelles associations opèrent dans les zones péri-urbaines pauvres à proximité des grandes villes le long des régions côtières de la Tunisie, où l'exclusion économique et sociale est largement répandue. La recherche qualitative dans la banlieue d'Ettadham-Douar à Tunis, qui comprend une population d'environ 600 000, confirme cette

situation.⁴⁹ Plusieurs organisations religieuses d'aide sociale se sont développées dans les zones péri-urbaines depuis la révolution avec des bannières et des panneaux de signalisation partout. Beaucoup de ces organisations remplissent le vide laissé par l'effondrement de l'ancien régime, qui dominait la société civile à travers les activités de son parti politique. Comparé aux autres organisations de la société civile beaucoup plus établies, les nouvelles organisations religieuses de bienfaisance ont tendance à être mieux financées.⁵⁰ Il semblerait également que certains organismes d'aide sociale aient commencé à offrir des bourses d'études pour financer des cours particuliers aux élèves du secondaire, pour des services médicaux, et dans certains cas, offrent de petites sommes pour les jeunes qui souhaitent se marier.⁵¹ Pour l'avenir, de nouvelles mesures devraient être mises en place pour favoriser les partenariats entre les gouvernements locaux, les ONG soutenant l'intégration des jeunes, et les organismes d'assistance sociale de s'appuyer sur leur efforts de sensibilisation efficace envers les jeunes défavorisés au niveau communautaire, intégrer leurs approches, et de les rapprocher des autres institutions qui opèrent au niveau local.⁵²

5.4 Conclusions et recommandations

Défis majeurs

Les programmes qui visent à promouvoir les opportunités pour les jeunes en Tunisie sont actuellement confrontés à un certain nombre de défis, qui ne peuvent pas être relevés par les seuls ministères et les organismes centraux. Comme il l'a été démontré par les bonnes pratiques en Tunisie et à l'étranger, ces défis peuvent être relevés plus efficacement en engageant directement le secteur privé, le secteur émergent des ONG concernés par les questions de l'emploi des jeunes, les collectivités locales, et les jeunes en tant que partenaires. Avec près de 100 000 jeunes tunisiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année,⁵³ la réforme des PAMT est urgente.⁵⁴

Les défis majeurs qui empêchent la bonne performance des PAMT sont :

- Plusieurs programmes actifs du marché du travail coûteux se sont « multipliés » au fil du temps, ce qui a créé des répétitions, menant à une insuffisance de capacités pour les gérer, et un manque de résultats mesurables sur le terrain.⁵⁵ Le gouvernement a déjà adopté un décret qui intègre tous les programmes existants en quatre types d'interventions : (i) la formation et la recherche d'emploi ; (ii) des subventions salariales ; (iii) le soutien à l'entrepreneuriat ; et (iv) les programmes

de soutien de l'emploi régional, notamment les ouvrages publics / programmes de travail obligatoire. Si elle est mise en pratique, cette intégration pourrait se traduire par des économies substantielles. Cependant, les PAMT continuent d'offrir le même nombre d'activités, souvent de manière inefficace.

- **Les PAMT sont régressifs et s'adressent principalement aux diplômés universitaires.** Environ 80 pourcent des dépenses des programmes de soutien à l'emploi sont en faveur des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur,⁵⁶ bien qu'ils ne constituent environ qu'un quart des jeunes sans emploi, sans éducation ou qui ne sont pas en formation.⁵⁷ Les PAMT existants ont tendance à exclure les jeunes des milieux moins éduqués, aux faibles revenus, et résidant dans les zones péri-urbaines, les zones rurales et les régions sous développées.
- **Le monopole légal de l'État sur l'intermédiation de l'emploi restreint le choix** et l'entrée d'un plus large éventail de prestataires et de services sur le marché, particulièrement les prestataires du secteur privé.⁵⁸
- **Les PAMT ont tendance à être trop centralisés.** Il y a un manque d'opportunité pour l'appropriation et la participation des administrations locales, des ONG, et des organisations caritatives ayant une forte présence locale dans les zones défavorisées, et les organisations de jeunes concernés. La centralisation de la prestation des programmes entrave l'innovation et l'adaptation aux diverses circonstances de la Tunisie
- **Les modalités de suivi et d'évaluation actuelles continuent d'être sporadiques,** manquent de rigueur, et ne sont pas suffisamment développées pour évaluer les impacts respectifs des différents programmes. L'assistance aux anciens bénéficiaires et le suivi après la fin de leurs activités fait souvent défaut.

La prochaine génération de politiques actives sur l'emploi des jeunes doit s'appuyer sur une connaissance de base accrue. Une conception du programme informée doit se concentrer sur trois tâches fondamentales, à savoir : (i) une meilleure compréhension des causes et conséquences des résultats du marché du travail pour les jeunes pauvres ; (ii) le développement d'outils pour guider la conception et la mise en œuvre des programmes d'emploi des jeunes ; et (iii) introduire une nouvelle ère de l'évaluation d'impact qui met l'accent sur l'évaluation de la façon dont les différentes caractéristiques d'un programme donné, y compris les interactions

avec d'autres programmes, influent sur les résultats du marché du travail pour les jeunes.⁵⁹

Zones stratégiques pour plus d'actions

La stabilité politique de la Tunisie offre une occasion unique de réformer son large éventail de programmes et de services de jeunes, tout en les rendant plus inclusifs, rentables et responsables. Comme le montre l'analyse dans ce rapport, la jeunesse tunisienne n'est pas un groupe homogène. Il existe plusieurs sous-groupes, chacun avec son propre ensemble de contraintes pour accéder aux opportunités économiques et sociales et les PAMT et les services de jeunes doivent tenir compte des besoins des différents sous-groupes dans leur programmation. Les recommandations suivantes visent à améliorer l'efficacité et la couverture des programmes et des services de jeunes des PAMT, en s'appuyant sur le dialogue politique permanent depuis 2011 entre le Gouvernement de la Tunisie et de divers organismes, dont la Banque mondiale.

Améliorer les services d'emploi de l'ANETI

Assurer la couverture de tous les sous-groupes de jeunes concernés nécessite les actions suivantes, qui s'appuient sur les recommandations de plusieurs rapports techniques. D'autres rapports ont souligné les mesures visant à améliorer la capacité de l'ANETI d'offrir à ses bénéficiaires des services de l'emploi dans la forme de l'art, y compris des conseils, de la formation en hautes compétences, et l'intermédiation du travail. Ils ont également recommandé de simplifier l'administration et la prestation des PAMT.⁶⁰ Les actions suivantes sont essentielles pour l'avenir, à savoir :

- **Enlever les contraintes réglementaires pour permettre au secteur privé de participer à la prestation de services d'intermédiation.** L'importance d'inclure le secteur privé dans la prestation des services de l'emploi, notamment l'intermédiation, est confirmée par La Convention des Bureaux de Placement Privés, qui a été adoptée par l'Organisation Internationale du Travail en 1997, et que la Tunisie devrait ratifier (Convention 181 soutenue par la Recommandation 188). En outre, le code du travail doit être modifié pour permettre aux agences d'intermédiation privés d'opérer.
- **Développer des partenariats public-privé et avec les ONG à travers des contrats basés sur la performance pour offrir des services d'emploi aux jeunes qui soient alignés sur les exigences du marché du travail,** tout en atteignant les jeunes défavorisés dans les zones

péri-urbaines, rurales et les régions intérieures. Les partenariats permettraient à l'ANETI d'offrir des compétences plus adaptées, de la formation en entrepreneuriat, des stages à (a) des diplômés chômeurs et (b) à d'autres jeunes, comme les jeunes hommes et femmes moins éduqués et inactifs, qui peuvent ne pas être inscrits au chômage. Dans tous les cas, l'ANETI ne devrait plus fonctionner comme un monopole pour la prestation de services d'emploi et d'intermédiation en Tunisie, car cela limite sa capacité à servir efficacement les besoins des jeunes

- **Améliorer et élargir les services de placement par l'utilisation systématique des nouvelles technologies.** Les programmes de l'ANETI pourraient être connectés aux récentes plateformes en ligne ou mobiles tels que Ta3mel et Najja7ni, pour la formation, les services d'intermédiation et des compétences d'emploi (voir encadré 5.1). Pour le moment, le personnel de l'ANETI est limité en nombre et en capacités, pour répondre aux divers besoins des jeunes à la recherche d'emploi ou pour les connecter aux employeurs du privé. Les Solutions des TIC peuvent constituer un complément abordable, responsable, et favorable aux jeunes pour augmenter la sensibilisation et le nombre de bénéficiaires servis. En outre, la Tunisie dispose de groupes très dynamiques de jeunes entrepreneurs en TIC que l'ANETI pourrait embaucher pour développer des solutions de TIC dans cette zone.
- **Développer des systèmes de suivi de qualité grâce à des solutions en ligne et/ou mobiles.** Des plates-formes en ligne comme celle utilisée pour faire le suivi des résultats en temps réel par le projet Idmej⁶¹ pourraient être facilement adaptées par l'ANETI et d'autres prestataires de services pour jeunes pour saisir et analyser les données relatives à plusieurs PAMT à travers le pays. La plate-forme en ligne pourrait fournir des informations précieuses comme par exemple, savoir si les fonds sont dépensés correctement, si les activités de formation et si les stages en entreprises ont bien lieu et quel genre et combien de jeunes en profitent. En outre, les réactions des bénéficiaires pourraient être facilement accessibles via les téléphones mobiles pour donner des informations sur la qualité et la pertinence de la formation et du stage, sur la ponctualité des transferts en espèces aux jeunes bénéficiaires, et sur l'impact de l'employabilité de ces interventions sur les bénéficiaires au fil du temps. Ce sont des solutions à faibles coûts,

permettant un accès à l'information sur les progrès des programmes, qui peuvent guider les réaffectations et / ou des coupures budgétaires des PAMT basées sur des preuves.

Établir des services de jeunes intégrés locaux avec la participation des jeunes

Des services de jeunes intégrés offrant un guichet unique pour les jeunes tunisiens peuvent être établis au niveau local, servant en particulier les moins éduqués et les NEET. Les services de jeunes locaux intégrés peuvent être fournis en s'appuyant et en développant les services de l'ANETI, et en utilisant les sites existants du ministère de la Jeunesse et des Sports. Ces services peuvent offrir aux jeunes des compétences de vie, des informations pertinentes et des conseils sur les opportunités économiques locales, le travail d'intermédiation, la formation aux TIC, ainsi que l'accès à des activités sociales, culturelles et sportives, les services de protection juridique, de modes de vie sains, des opportunités de bénévolat, et d'autres utilisations constructives du temps de libre. Ces services devraient créer des relations avec d'autres institutions intéressées, telles que les ONG locales dirigées par des jeunes, les associations caritatives, les gouvernements locaux et les services d'emploi afin de maximiser la sensibilisation des jeunes, en particulier les jeunes défavorisés dans les zones péri-urbaines, rurales et dans les régions sous développées. Les expériences internationales les plus réussies comprennent un fort élément de participation des jeunes dans la gestion des services intégrés de la jeunesse locale, en plus de partenariats structurés avec les autorités locales pour assurer leur viabilité à long terme. En plus des résultats positifs pour l'employabilité des jeunes, il est prouvé que les services de jeunes intégrés locaux ont contribué à une plus grande cohésion sociale et à restaurer la confiance avec les autorités locales en favorisant la participation active des jeunes et l'engagement transversal avec une variété d'institutions locales.⁶²

Donner la priorité aux programmes de « Formation Plus » inclusifs et globaux

Les programmes « Formation Plus » combinent avec succès une formation technique avec une formation en comportement, des stages, des services d'emploi, et l'accréditation de projet. Il met l'accent sur la formation professionnelle axée sur la demande fondée sur des accords avec des partenaires du secteur privé pour offrir des stages à leurs clients. Les

Encadré 5.1 : Plateforme en ligne *Najja7ni* et *Tounes Ta3mal*

La plate-forme en ligne “Tounes Ta3mal” dispose d’un centre de carrière et d’entrepreneuriat virtuel pour la jeunesse tunisienne. Co-financée par Silatech et Microsoft, cette initiative vise à offrir aux jeunes arabes de ressources allant de l’orientation de carrière en ligne, à l’employabilité et à l’éducation en entrepreneuriat, l’expérience professionnelle, et les opportunités d’emploi. Lancé en Octobre 2013, le site “Tounes Ta3mal” (Tunis Travaux) offre un accès gratuit, sans publicité à plus de 600 cours d’apprentissage en ligne disponibles en arabe, en anglais et en français. L’intégration avec le service mobile “Najja7ni” est en cours pour en élargir la portée et l’accès.

Les jeunes utilisateurs peuvent s’inscrire et s’engager dans la plate-forme par eux-mêmes. Silatech est en train de travailler pour déployer la plate-forme dans le cadre de partenariats locaux avec des institutions universitaires, des ONG et d’autres organisations au service des jeunes, y compris Tounes Ta3mal qui fera partie intégrale de la programmation des jeunes. Les ressources de la plate-forme complètent et élargissent les services offerts par ces organismes afin de mieux répondre aux besoins de leurs jeunes. Par exemple, les centres de carrière peuvent utiliser le service de jumelage d’emplois en ligne pour aider les étudiants à trouver des stages ou des emplois correspondants dans leur domaine. D’autres organisations ont utilisé les contenus de l’apprentissage en ligne (e-learning) du site Tounes Ta3mal pour créer des cours d’apprentissage mixtes, qui s’appuient sur le contenu de la plate-forme mais qui en fait, ont lieu dans une salle de classe

«Najja7ni mEmploi” est le premier centre de carrière mobile de la région, offrant un service de soutien à l’employabilité qui relie les jeunes n’ayant pas d’accès à l’internet à des ressources relatives à l’employabilité, l’intégration financière et les possibilités d’emploi via les téléphones mobiles de base. Les services gratuits comprennent l’orientation professionnelle, les formations et les opportunités d’emploi, l’apprentissage de l’anglais, la formation financière, la rédaction de CV, la prise de conscience et la création d’entreprise, entre autres. Des tests, alertes SMS, et des tests de personnalité gardent l’utilisateur au courant et informé des opportunités dans les domaines professionnels. Les jeunes peuvent également prendre contact avec des employeurs potentiels en affichant un mini CV sur Najja7ni emploi.

« Najja7ni mEmploi » est complété par des programmes Meducation et mEnglish. Entre ces trois initiatives, Najja7ni atteint près d’un million d’utilisateurs enregistrés, mais il se pourrait qu’il y ait des répliques à cause de ceux qui s’inscrivent à plus d’un service. Le service de mEmploi a été relancé en janvier 2014 avec une fonction destinée à faire correspondre la recherche à l’emploi ; il est dans son premier trimestre d’opération. Il a déjà acquis une base d’utilisateurs enregistrés de près de 300 000, dont plus de 200.000 qui ont utilisé employabilité mLearning et 96 000 qui ont utilisé les mini-CV créés pour recevoir des alertes d’emplois pour environ 2.500 emplois.

L’initiative est un partenariat entre Silatech, Tunisiana,^a ProInvest, et EduPartage et travaille en étroite collaboration avec des initiatives axées sur la jeunesse de la Banque mondiale, l’ANETI et Microsoft Citoyenneté. L’initiative a remporté de nombreux prix internationaux, dont le Prix Argent Stevie et le Prix de l’Innovation Global Business Telecom.

Source : Silatech, Mai 2014.

a. Tunisiana est un prestataire de téléphonie mobile tunisien faisant partie du groupe Ooredoo.

programmes de formation Plus se sont avérés plus efficaces que les formations traditionnelles dans les salles des cours professionnels.⁶³ Le total des heures passées en salle de formation ont eu pour conséquence un impact plus faible sur le taux de rendement du programme que le temps passé en formation pratique.⁶⁴ Ces programmes ont réussi à augmenter

l’employabilité et les salaires des jeunes à faible revenus dans plusieurs pays d’Amérique latine (voir encadré 5.2). La priorité devrait être accordée aux programmes de formation Plus, tout en éliminant progressivement les programmes coûteux et moins efficaces comme les PAMT, les formations professionnelle dans les salles de classes et les transferts de fonds de type

Encadré 5.2 : « Formation Plus » programmes juvenes pour les jeunes défavorisés en Amérique latine

Les programmes Jovenes offrent une formation complète aux jeunes chômeurs et économiquement défavorisés de 16 à 29 ans pour améliorer leur capital humain et social et leur employabilité. Le modèle axé sur la demande a été mis en œuvre dans huit pays d'Amérique latine, adapté au contexte du marché et de la main-d'œuvre locale.^a La formation et les stages techniques sur le lieu d'emploi sont combinés avec une formation en compétences de base et avec d'autres services de soutien afin d'assurer « l'intégration sociale et la préparation à l'emploi » du bénéficiaire. Les institutions publiques et privées, contractées par des mécanismes d'appels d'offres publics, offrent des formations et organisent des stages. Le programme cible les pauvres, avec plus de 60 pourcent des participants issus de familles à faibles revenus, y compris ceux qui ont abandonnés l'école.

Les évaluations d'impact montrent que les programmes ont augmenté les probabilités des bénéficiaires de trouver un emploi dès leurs diplômes obtenus, particulièrement chez les jeunes femmes. En Argentine, le programme a accru la probabilité d'emploi chez les jeunes femmes adultes (21 ans et plus) d'environ 10 points de pourcentage par rapport au groupe témoin. Au Chili, le programme a augmenté la probabilité d'emploi de 21 points de pourcentage, avec des résultats très importants pour les jeunes âgés de 21 ans et plus jeune. En Argentine, le programme a augmenté le salaire mensuel d'environ 10 pourcent par rapport à un groupe témoin, avec des résultats plus favorables pour les jeunes hommes et les femmes adultes.

Sources : AedoM c. and S. Nuñez. 2001. « L'impact des Politiques de Formation en Amérique Latine et dans les Caraïbes : Le Cas du Programme Jovenes. » ILADES-Université de Georgetown Rapport, Ecole d'Economie et des Affaires, Université de Georgetown, Washington, DC. a. Argentine, Chili, Colombie, la République Dominicaine, Panama, le Paraguay, le Pérou, et le Venezuela.

AMAL. En intégrant et en réduisant le nombre des PAMT, des économies peuvent être réaffectées à des programmes de formation Plus visant les jeunes moins instruits des zones péri-urbaines, rurales et les régions sous-développées.

Établir des programmes d'entrepreneuriat complets

Les Programmes d'entrepreneuriat complets allient les compétences entrepreneuriales acquises pendant la formation, l'accès au capital et le mentorat pour les jeunes qui démarrent des start-ups avec des entrepreneurs établis. L'entrepreneuriat des jeunes est un autre domaine potentiel d'investissement important en Tunisie, en particulier pour les diplômés du secondaire, les diplômés des cours de formation technique, les travailleurs informels urbains et jeunes ruraux ayant des idées d'affaires prometteuses, notamment les jeunes femmes. Ces interventions complèteraient l'orientation actuelle du programme de microfinance PAPPE qui profite essentiellement aux diplômés universitaires.

Un certain nombre d'approches différentes utilisées ont réussi à augmenter l'efficacité des programmes d'entrepreneuriat des jeunes. Il s'agit notamment : (i) d'offrir de nombreux services de mentorat et de développement des affaires

aux jeunes bénéficiaires tout au long du cycle d'activité du projet, si possible grâce à la participation directe d'entrepreneurs existants, recrutés à travers les chambres de commerce par exemple, pour encadrer les futurs entrepreneurs ; (ii) de guider et aider les jeunes entrepreneurs à construire progressivement les connaissances pratiques et empiriques nécessaires pour démarrer et consolider une nouvelle entreprise, ainsi qu'à trouver des opportunités concrètes pour entrer dans les chaînes de valeur existantes ; (iii) de renforcer chez les bénéficiaires, leur estime de soi et leur confiance en tant qu'entrepreneurs ; et (iv) d'accompagner les jeunes entrepreneurs dans la recherche et la sécurisation de services financiers, pour soutenir leurs entreprises.⁶⁵ L'encadré 5.3 présente les principales caractéristiques et les résultats positifs du programme de qualification des jeunes micro-entrepreneurs au Pérou, considéré comme l'une des meilleures pratiques mondiales en matière d'entrepreneuriat des jeunes. Bien que ces programmes recommandés aient donné des résultats largement positifs, il serait judicieux qu'ils soient introduits de manière progressive en Tunisie pour tester et évaluer la meilleure option avant la mise en œuvre des programmes à plus grande échelle.

En s'appuyant sur les résultats déjà présentés sur l'exclusion des jeunes en Tunisie, ce chapitre donne un aperçu des programmes et services existants destinés aux jeunes Tunisiens ainsi que les bonnes pratiques internationales. Il a mis en évidence les lacunes existantes dans la programmation à l'échelle nationale, qui créent les obstacles et causent

l'exclusion économique et le manque d'accès aux opportunités. La matrice ci-dessous conclut le chapitre en résumant les principales catégories d'obstacles évoqués jusqu'ici et en offrant des interventions aux programmes basés sur des données probantes qui contribuent à éliminer ces obstacles.⁶⁶

Graphique 5.11 : Matrice des interventions sur le marché du travail

Barrières		Politique d'Intervention
Contraintes de compétences relatives au travail	Compétences de base insuffisantes	Orientation professionnelle aux niveaux secondaire et tertiaire, programmes de seconde chance
	Inadéquation des compétences techniques	Programmes « Formation Plus »
	Inadéquation des compétences de comportement	Formation en compétence de comportement
	Compétences entrepreneuriales insuffisantes	Formation en entrepreneuriat
Manque de demande de main-d'œuvre	Lente économie de croissance de l'emploi	Programmes de service public/initiatives communautaires dirigées par les jeunes
	Discrimination de l'employeur	Action positive
		Subventions aux employeurs qui embauchent parmi les groupes cibles
Contraintes relatives à la recherche de travail	Emploi adéquat	Services d'emplois
		Partage des informations via Internet et téléphone mobile
	Signalisation des compétences	Certification des compétences
		Centres de Formation accrédités
Contraintes de démarrage d'entreprise	Manque d'accès au capital financier ou social	Programmes d'Entreprenariat Complets
		Microfinance
Contraintes sociale sur base sur l'offre	Contraintes d'exclusion, y compris le genre et le lieu de naissance, etc.	Sensibilisation du genre au niveau des groupes exclus
		Formation non traditionnelle des compétences
		Opportunités de formation d'emploi, de revenus pour les femmes
		Ajustement de la conception du programme au besoins du groupe

Source : Adapté à partir de Cunningham et al. "Active Labor Market Program for Youth : A Framework to Guide Youth Employment Interventions," 2010.

Encadré 5.3 : Programmes d'entrepreneuriat des jeunes au Pérou

Le Programa de Calificación de Jóvenes creadores de Microempresas offre une assistance et une formation aux jeunes dans l'élaboration des plans d'affaires et la création d'entreprises rentables. Le programme est mis en œuvre par l'ONG péruvienne Colectivo Integral de Desarrollo et a été lancé en 1999 comme une initiative visant à lutter contre les importantes carences en compétences entrepreneuriales chez les jeunes peu qualifiés. Son objectif est d'améliorer les revenus et la qualité de vie des bénéficiaires. Les cibles sont les jeunes économiquement défavorisées de 15 à 25 ans, qui possèdent une petite et / ou l'entreprise informelle en activité depuis moins d'un an ou qui font preuves de compétences entrepreneuriales et résident dans les localités ciblées

Le programme propose différents types de services. Pendant la phase de préparation, les jeunes bénéficiaires de mentorat et des formations intéressés, préparent des plans d'affaires qui seront présentés pour la sélection. Après la sélection, les jeunes ou les bénéficiaires du programme choisis, pourront profiter des services de mentorat, de formation et de stages offerts. Les bénéficiaires du programme peuvent également accéder au microcrédit. Le programme a été rentable, avec un coût par bénéficiaire de moins de 1.000 USD.

Les estimations d'impact suggèrent une augmentation de 7,8 points de pourcentage de probabilité que les bénéficiaires pourraient avoir une entreprise opérationnelle avec une augmentation de 8 pourcent de leurs revenus moyens. Ces estimations montrent également une augmentation de près de 40 points de pourcentage de la probabilité d'une entreprise qui pourrait être opérationnelle pour plus d'un an avec une augmentation du bénéfice de 40 points de pourcentage. Un effet secondaire important a été la création d'emplois. Les bénéficiaires emploient 17,3 pourcent plus de travailleurs que le groupe témoin, composé de collègues intéressés mais non-inscrits au programme. Une évaluation plus approfondie et un suivi sont nécessaires pour évaluer le succès du programme sur une période plus longue, par exemple, un suivi sur les entreprises en activité depuis au moins deux ans. En ce qui concerne sa réplification dans d'autres localités, cela augmenterait l'étendue du programme et pourrait effectivement entraver son efficacité, étant donné que l'agence d'exécution pourrait ne pas avoir une capacité suffisante pour offrir les types et les fréquences des services personnalisés rendus auparavant aux jeunes. La capacité institutionnelle de l'agence d'exécution et / ou des institutions impliquées – telle que mesurée par le personnel, les connaissances et les types et la fréquence des services – est essentielle. La faiblesse de la fréquence et de la qualité des services réduirait de manière considérable les probabilités de succès du programme.

Source : O.S. Puerto. 2007 « Les interventions visant à soutenir les jeunes travailleurs de l'Amérique latine et les Caraïbes : Rapport régional de l'Inventaire de l'Emploi des jeunes. » Washington DC, Banque mondiale.

Notes

1. Banque mondiale. 2013. "Créer des Emplois en Tunisie : Revisiter Les Résultats du Marché du Travail, Contraintes, et les Institutions en Tunisie. Rapport de Situation, La Revue de la Politique de Développement de la Tunisie. Washington, DC.
2. Banque mondiale. 2013. "Creating Good Jobs in Tunisia : Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints, and Institutions in Tunisia." Background Paper Report for the Tunisia Development Policy Review. Washington, DC.
3. Ibid.
4. Houcine Abaab. 2012. Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie.
5. Ibid.
6. En 2009, le Ministère de et du Travail a entrepris de reformer le portefeuille des PAMT, les consolidant en six programmes afin d'en faciliter la gestion et le contrôle financier. Tous les programmes d'insertion des salaires sont principalement constitué de formation en entreprise, et comprennent

une petite allocation mensuelle, et subventionnent les cotisations de sécurité sociale des participants. Le nombre de bénéficiaires des programmes d'insertion des salaires a sensiblement augmenté ces dernières années passant de 85 889 (2008), à 95 415 (2009), à 138 674 en 2010.

7. En 2011, l'ANETI a pu identifier 100,356 postes vacants (stages et positions permanentes), mais n'a réussi à remplir que 46% de ces postes vacants. Les postes vacants sont entrés dans une base de données qui est disponibles aux chercheurs d'emplois, et tous les postes sont remplis par les individus qui prennent directement contact avec l'entreprise et ensuite informe l'ANETI du contact. L'ANETI ne pas systématiquement en contact les candidats avec les postes correspondants disponibles.

8. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."

9. Banque mondiale. 2013. Comblant la fracture Spatiale : Les Résultats du Marché du Travail en Tunisie Urbaine. Washington, DC. ; Banque mondiale. 2012. "A Partir d'une Revue de la Littérature sur les Jeunes et la Révolution en Tunisie." Rapport Contextuel sur l'Intégration des Jeunes en Tunisie. Tunis.

10. Robalino et al. 2013. "L'Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie." Banque mondiale, Washington, DC.
11. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie." Document Contextuel pour le Rapport d'Intégration des Jeunes en Tunisie. Tunis.
12. Ibid, p. 23
13. SIVP – Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle.
14. Banque mondiale. 2012. Créer des Programmes Efficaces pour les Jeunes Sans Emploi Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Washington, DC.
15. Ibid.
16. CAIP – Contrat d'Adaptation et d'Insertion a la vie Professionnelle.
17. Banque mondiale. 2013. Creating Good Jobs in Tunisia : Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints, and Institutions in Tunisia. Background Paper Report for the Tunisia Development Policy Review. Washington, DC., pp. 140, 144.
18. Ibid.
19. SCV – Service Civil Volontaire.
20. Banque mondiale. 2012. Diego Angel-Urdinola, Anne Hilger and Rene Leon-Solano. "Les Emplois du Secteur Public en Tunisie" dans "Créer des Programmes Efficaces d'Emplois pour les Jeunes sans Emplois".
21. Ibid.
22. CIDES – Contrat d'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur.
23. Ibid. Banque mondiale 2012. "Les Emplois du Secteur Public en Tunisie."
24. CRVA – Contrat de Réinsertion dans la Vie Active.
25. PC50 – Prise en charge par l'Etat de 50 pourcent des salaires versés.
26. Décret n° 2012-2369 promulgué le 16 Octobre, 2012.
27. CES – Contrat Emploi-Solidarité.
28. Banque mondiale. 2012. Building Effective Employment Programs for Unemployed Youth.
29. Banque mondiale. 2013. Créer de Bons Emplois en Tunisie.
30. Robalino et al. 2013. Youth Employment : A Human Development Agenda for the Next Decade.
31. ATFP – Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle.
32. Estimation des données de la Récente Enquêtes, THSYUA and THSYRA.
33. Le Programme des Travaux Publics à haute intensité de main-d'œuvre fait partie des activités du CES.
34. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie." Background Paper for the Tunisia Youth Inclusion Report. Tunis.
35. Les résultats sont seulement descriptifs, et ne tiennent pas compte du niveau d'éducation, de la situation familiale, de l'accès aux réseaux et d'autres facteurs importants parmi les participants du programme.
36. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes."
37. Ibid.
38. OIT. 2013. Tendances Globales de l'Emploi pour les Jeunes. Genève : Organisation Internationale du Travail.
39. Calculs de la Banque mondiale.
40. Voir par exemple, Premand et al. 2012. "Formations en Entrepreneurat et Auto-Emploi chez les Jeunes diplômés Universitaires : Constats tirés d'essais aléatoires en Tunisie." Document No. 6285 de Recherche sur les Politiques, Banque mondiale.
41. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."
42. BTS – Banque Tunisienne de Solidarité.
43. Houcine Abaab. 2012. Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie.
44. Ibid.
45. Ibid. Ahmed Khouja and Hayet Moussa. 2013. "L'intégration des jeunes dans la vie active et citoyenne en Tunisie : possibilités, opportunités et obstacles" (Résultats de l'enquête qualitative), Mimeo, Tunis, Juin.
46. Groupe Internationale de Crise. 2013. Tunisie : Violence et le Défi Salafiste. Moyen Orient et Afrique du Nord. Rapport Nr. 137, Bruxelles.
47. Ibid.
48. Ibid.
49. Ahmed Khouja and Hayet Moussa. 2013. "L'intégration des jeunes dans la vie active et citoyenne en Tunisie."
50. Ibid.
51. International Crisis Group. 2013a. Tunisia : Violence and the Salafi Challenge. MENA Report Nr. 137, Brussels.
52. International Crisis Group. 2013a. Tunisia : Violence and the Salafi Challenge.
53. Selon le rapport OIT 2013 sur l'Enquête sur la Transition de l'École-au-Travail (SWTS), 94,000 tunisiens entre 15-19 ans projettent d'entrer sur le marché du travail en 2014. Voir OIT 2014. Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie. Work4Youth Publication Series Nr. 16. Genève.
54. OIT. 2013. Enquête sur la Transition de l'École-au-Travail (SWTS).
55. Imed Melliti. 2011. Les jeunes et le travail en Tunisie : Perspectives internationales sur le travail des jeunes. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.
56. Houcine Abaab. 2012.
57. Calculs de la Banque mondiale utilisant les données de la récente enquête THSYUA and THSYRA.
58. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."
59. Robalino et al. 2013. Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie.
60. Ibid.
61. L'arabe pour l'intégration et la coopération.
62. Banque mondiale. 2007. Implementation Completion and Results Report, FYR du Projet de Développement des Enfants et de Jeunes de Macédoine.
63. Wendy Cunningham, Maria Luisa Sanchez Puerta and Alice Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes." : Un Cadre d'Orientation pour les Interventions dans l'Emploi des Jeunes, Politiques de la Banque mondiale sur l'Emploi, Novembre, No. 16.
64. Jean Lee, Mattias Lundberg et al. 2013. Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie, Banque mondiale, mimeo
65. Cunningham, Sanchez-Puerta, and Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes."
66. Basé sur Cunningham, Sanchez-Puerta, and Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes."